

# PARLEMENT EUROPÉEN

## COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DES DROITS DE L'HOMME, DE LA SÉCURITÉ COMMUNE ET DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE

### COMMUNICATION AUX MEMBRES n° 11/2002

**Sujet: PRIX SAKHAROV pour la liberté de pensée 2002**

Les députés trouveront en annexe la liste des six candidats au Prix Sakharov pour la liberté de pensée 2002 ainsi que les justifications de candidature reçues par le secrétariat. Ces candidats sont proposés conformément aux statuts du prix Sakharov (PE 305.309/Bur.) par au moins 25 députés du Parlement européen.

DIRECTION GÉNÉRALE DES COMMISSIONS  
ET DÉLÉGATIONS

---

16 septembre 2002  
AS/lis // CH/akö

CM\471640FR.doc

PE 320.195

<p><b>Mme Sihem BEN SEDRINE et Prof. Saad EDDIN IBRAHIM</b> (proposés par Emma Bonino, Pasqualina Napolitano, Harlem Désir, Olivier Dupuis, Hélène Flautre et Roseline Vachetta)</p>	<p>Tunisie/Égypte Militants dans le domaine des droits de l'homme</p>
<p><b>Commandant Ahmad Shah MASSOUD</b> (proposé par Cristiana Muscardini)</p>	<p>Afghanistan Promoteur de la paix et de la liberté</p>
<p><b>M. Grigory PASKO</b> (proposé par Matti Wuori, Daniel Marc Cohn-Bendit, Monica Frassoni et Bart Staes)</p>	<p>Russie Journaliste d'investigation</p>
<p><b>M. Oswaldo Jose PAYA SARDIÑAS</b> (proposé par Concepció Ferrer et Arie M. Oostlander)  (proposé par Graham R. Watson et Cecilia Malmström)</p>	<p>Cuba Promoteur du changement démocratique non-violent</p>
<p><b>M. Kailash SATYARTHI</b> (proposé par Luigi Vinci, Francis Wurtz, Luisa Morgantini et d'autres)</p>	<p>Inde Leader de la "Marche mondiale contre le travail des enfants"</p>
<p><b>M. Morgan TSVANGIRAI</b> (proposé par Geoffrey Van Orden)  (proposé par Enrique Barón, Jannis Sakellariou, Glenys Kinnock)</p>	<p>Zimbabwe Chef de l'opposition au Zimbabwe</p>

**À la suite de la présentation des candidats à la Commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense le lundi 30 septembre 2002, la commission votera le mardi 1<sup>er</sup> octobre 2002 pour choisir les trois candidats à proposer à la Conférence des présidents en vue de la désignation finale du lauréat du prix Sakharov pour 2002.**

# **Sihem BEN SEDRINE et PROF. Saad EDDIN IBRAHIM**

(proposés par Emma Bonino, Pasqualina Napoletano, Harlem Désir, Olivier Dupuis, Hélène Flautre et Roseline Vachetta)

## **Sihem Ben Sedrine**

Journaliste, éditrice et ancienne vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), **Sihem Bensedrine** est également le porte-parole du "Conseil national pour les libertés en Tunisie" (CNLT), un organe qui n'est pas reconnu par les autorités. Elle gère la maison d'édition Aloès, dirige le magazine en ligne Kalima (interdit en Tunisie) et est la Secrétaire générale de l'Observatoire pour la défense de la liberté de la presse, de l'édition et de la création (OLPEC), un organisme affilié au réseau international Reporters sans frontières.

Militante infatigable en faveur de la liberté et des droits de l'homme, Sihem Bensedrine a été persécutée par la police tunisienne à maintes reprises depuis des années. Au printemps 2001, sur la chaîne de télévision Al Mustaquillah, elle soulève les problèmes de torture et de corruption en Tunisie. À la suite de cela, les autorités l'arrêtent pour diffamation. Après une détention de 47 jours, Sihem Bensedrine est libérée sous caution. Bien que condamnée à plusieurs années d'emprisonnement, elle reprend dès sa libération sa lutte pour la démocratie et l'État de droit en Tunisie en insistant sur l'injustice des systèmes judiciaire et carcéral de son pays.

## **Prof. Saad Eddin Ibrahim**

Le professeur **Saad Eddin Ibrahim** est l'un des principaux défenseurs de la réforme démocratique en Égypte ainsi qu'un professeur de sociologie réputé. En 1988, il fonde au Caire le Centre Ibn Khaldun pour les études sur le développement (ICDS), une institution active dans les domaines de la recherche et du militantisme social, et en assure la direction depuis lors. Selon le *Middle East Times*, le Centre Ibn Khaldun est "la bête noire du régime égyptien". À partir du moment où la menace musulmane commence à diminuer au milieu des années 1990, l'attention de son institution se détourne des violence perpétrées par les extrémistes musulmans pour se centrer en priorité sur l'absence de volonté de réforme du gouvernement.

Secrétaire général de la Commission indépendante égyptienne pour la révision électorale, le professeur Ibrahim surveille plusieurs comptages de scrutin et documente, entre autres, plusieurs cas de violation de la loi et de truquage du scrutin commis par le gouvernement au cours des élections parlementaires de 1995.

Pendant l'été 2000, il est arrêté avec 27 de ses collègues et jugé par un tribunal de la sécurité d'État pour les chefs d'inculpation suivants: "conspiration visant à corrompre des fonctionnaires et à les empêcher d'exécuter leurs missions"; "diffusion délibérée d'informations fallacieuses dans le but de nuire à la réputation de l'Égypte à l'étranger"; et "escroquerie à l'encontre de l'Union européenne" – une accusation formellement démentie par le Commissaire Patten. Tous

les accusés dans cette affaire sont déclarés coupables. Lorsque ce verdict est annulé le 6 février 2002 par la Cour de cassation, un nouveau procès est mené, marqué par de nombreuses irrégularités. Ce procès se solde par la condamnation du professeur Ibrahim, âgé de 63 ans, à une peine de 7 ans de travaux forcés, une décision qui porte un coup de massue au mouvement égyptien des droits de l'homme.

## **Commandant Ahmad Shah MASSOUD**

(proposé par Cristiana Muscardini)

Mme Cristiana Muscardini, au nom de la délégation de l'Alleanza Nazionale du Groupe UEN au Parlement européen, a lancé un appel pour soutenir la candidature du commandant Ahmad Shah Massoud (1953-2001) au prix Sakharov.

Elle a décrit le commandant Massoud, qui a résisté successivement à l'invasion soviétique, aux Talibans et aux troupes d'Oussama Ben Laden pendant trente ans, comme un véritable "homme de paix" parce qu'il avait fait de la liberté et de la démocratie les buts de sa vie.

Il a combattu pour obtenir la liberté non seulement de ses partisans mais aussi de tous les gens qui subissaient les menaces du terrorisme et du fanatisme.

Les valeurs que le sacrifice du commandant Massoud a mises en évidence sont celles que bon nombre de jeunes semblent avoir oubliées aujourd'hui.

Son épitaphe porte les mots suivants:

"Il s'est battu pour la liberté et contre tout fanatisme: il n'y a pas de vie sans liberté. Ci-gît un homme semblable à un ange: suivez-le en douceur, son nom est Massoud".

La candidature de Massoud au prix Sakharov n'est pas proposée au nom d'un groupe mais sur l'initiative personnelle de députés.

Tous les députés ont été informés de cette proposition.

## Grigory PASKO

(proposé par Matti Wuori, Daniel Marc Cohn-Bendit, Monica Frassoni et Bart Staes)

Grigory Pasko travaillait comme journaliste d'investigation pour le journal de la Flotte russe du Pacifique, la "Boyevaya Vakhta". Ses articles étaient centrés sur les questions de sécurité nucléaire relatives à la Flotte du Pacifique. Arrêté par la police de sécurité russe (la FSB) le 20 novembre 1997, il est accusé de trahison et d'actes d'espionnage commis en travaillant avec des journalistes japonais et pour avoir publié une série d'articles critiques sur la situation environnementale de l'Extrême-Orient russe.

Après un emprisonnement de 20 mois dans des conditions épouvantables, M. Pasko est acquitté de l'inculpation de trahison par la Cour de la Flotte du Pacifique à Vladivostok le 20 juillet 1999. Il reçoit cependant une peine de trois ans d'emprisonnement pour avoir "abusé de son poste officiel" (un crime dont il n'a jamais été accusé) et est remis en liberté grâce à une amnistie générale. Après que les deux parties ont fait appel, le Collège militaire de la Cour suprême russe annule le verdict en novembre 2000 et renvoie l'affaire à la Cour de la Flotte du Pacifique pour y être rejugée.

Ce nouveau procès se déroule du 11 juillet au 25 décembre 2001 et se solde par la condamnation de Pasko par la Cour militaire à quatre ans de travaux forcés pour trahison présumée, suite à quoi le journaliste retourne en prison. Encore une fois, les deux parties font appel du verdict. La condamnation à quatre ans ayant par la suite été confirmée par le Collège militaire de la Cour suprême russe, M. Pasko purge actuellement cette peine.

Le 10 septembre, M. Pasko a été transféré d'un centre de détention préventive vers un camp de travail situé au nord-ouest de Vladivostok. Il a en outre été placé en isolement pendant 3 semaines. Ce transfert vers le camp de travail entravera considérablement les communications entre M. Pasko, sa femme et son avocat.

Le cas de Grigory Pasko, journaliste soucieux de tirer la sonnette d'alarme en matière d'environnement, a attiré une immense attention internationale et sa condamnation a été vivement critiquée tant dans d'autres pays qu'en Russie même. Le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions critiques à propos de l'affaire Pasko.

En janvier 2002, Amnesty International a adopté M. Pasko comme prisonnier de conscience, déclarant que le châtimeur du journaliste s'avérait être une mesure de représailles pour ses articles qui ont révélé les abus de la Marine russe en matière d'environnement, par exemple le déversement de déchets nucléaires. M. Pasko est le troisième prisonnier de conscience à être adopté par Amnesty International en Russie, les deux précédents étant MM. Andreï Sakharov et Alexander Nikitin.

La sentence prononcée à l'encontre de M. Pasko met en exergue les problèmes liés à la sécurité nucléaire mais soulève surtout des questions concernant le développement de la liberté d'expression et l'État de droit en Russie. Selon l'organisation environnementale Bellona, la

sentence prononcée à l'encontre du journaliste manque de fondement tant factuel que juridique. De plus, toujours selon Bellona, la "preuve" contre Pasko devrait être invalidée car elle été recueillie au moyen de violations du code de procédure pénale.

Amnesty International et la Fédération internationale d'Helsinki ont également exprimé leur préoccupation quant à l'équité du procès ainsi que l'impartialité et l'indépendance du tribunal chargé de l'affaire Pasko. Le fait que le journaliste ait été jugé par une cour militaire, auprès de laquelle des officiers de haut rang (qui sont par ailleurs les supérieurs du juge) ont témoigné contre lui, justifie pleinement l'expression de tels doutes. Comme les poursuites ont été marquées par une série de retards injustifiés, il est également probable que le droit de Pasko à obtenir le règlement de son cas dans un délai raisonnable a été violé. Depuis quelques années, le pouvoir judiciaire russe a accordé davantage d'attention aux principes de la constitution russe et à la Convention européenne des droits de l'homme. Il faut toutefois considérer la confirmation de la condamnation de Pasko comme une régression dans cette évolution.

# Oswaldo Jose PAYA SARDIÑAS

(proposé par Concepció Ferrer et Arie M. Oostlander)

Né le 29 février 1952, Oswaldo Payá Sardiñas est le cinquième de sept frères. Son mariage avec Ofelia Acevedo lui a donné trois enfants, âgés aujourd'hui de 14, 13 et 10 ans. Pendant ses années d'école, son comportement ouvertement critique à l'égard du régime lui coûte sa liberté: en mai 1969, à 17 ans, il est envoyé à l'Île des Pins pour y purger une peine de travaux forcés. Il y restera jusqu'en 1972.

En 1972, il s'inscrit à l'Université de La Havane, où il reçoit vite l'étiquette de "gusano" (ver), suite à quoi on l'oblige à quitter l'Université. Il continue néanmoins à étudier dans un centre de cours du soir. Il a du mal à trouver un emploi à cause de son refus de devenir membre du Parti communiste cubain (PCC). Rejetant les instructions de ce parti, il est forcé d'abandonner son poste de professeur dans une école d'études pré-universitaires. Depuis lors, il est soumis à la surveillance constante des Forces de sécurité de l'État. Au cours des années 1980, il commence à travailler pour le Ministère de la santé publique en tant que spécialiste en équipement médical électronique dans les hôpitaux; il occupe encore cet emploi actuellement.

En 1988, Oswaldo Payá fonde le *Movimiento Cristiano Liberación* ("MCL", Mouvement chrétien de libération), un mouvement d'opposition non-confessionnel et non-violent, qui prône régulièrement l'adoption de changements politiques et économiques profonds en vue d'instaurer la démocratie à Cuba. En 1999, M. Payá demande que l'on instaure un dialogue national et entreprend de recueillir des signatures dans l'intention de faire un projet de loi de cet appel au dialogue national, conformément à l'article 86 de la constitution cubaine. Le 11 juin 1991, un gang organisé par le gouvernement prend sa maison d'assaut et met un terme à cette opération de récolte de signatures. M. Payá, emmenant sa famille, est donc obligé d'aller se réfugier chez ses beaux-parents.

En 1992, il rédige le Programme transitoire qui propose un moyen pacifique de transformer la société cubaine. En 1993, il recommence à recueillir des signatures en vue d'un référendum sur ce programme. Pendant l'année 1995, Oswaldo est l'un des cinq organisateurs du Conseil cubain. En 1997, avec dix autres membres du MCL, il rassemble des centaines de signatures en vue de soutenir sa candidature à un poste de représentant à l'Assemblée nationale. La Commission électorale rejette cette candidature.

Entre 1996 et 1997, il élabore le Projet Varela. En 1998, le MCL fait la promotion publique de ce projet et entreprend de recueillir des signatures pour un référendum. En 1999, avec d'autres leaders de l'opposition, Oswaldo Payá rédige le manifeste intitulé "*Todos Unidos*" (Tous unis). Pour la première fois, l'opposition s'unit pour atteindre un objectif commun. En mars 2001, "*Todos Unidos*" appelle l'ensemble de l'opposition à rassembler les 10.000 signatures nécessaires pour faire du Projet Varela un projet de loi. En mai 2002, les représentants du groupe "*Todos Unidos*", dirigés par Oswaldo Payá, présentent les 11.020 signatures et permettent ainsi au Projet Varela de devenir, aux termes de la constitution cubaine, un projet de loi au bureau de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire. Le 5 juillet 2002, Fidel Castro suspend "jusqu'à nouvel ordre" la séance ordinaire de l'Assemblée nationale.



En juin 2002, le président tchèque Vaclav Havel propose M. Payá Sardiñas pour le Prix Nobel de la Paix pour ses efforts non-violents en faveur du changement démocratique à Cuba.

**Pour les raisons suivantes, M. Oswaldo Payá Sardiñas est un candidat adéquat au Prix Sakharov pour la liberté de pensée 2002:**

1. Son travail intensif et constant, basé sur un profond engagement éthique et moral, dans le but de mettre en place, en partant des moyens du pays, une alternative non-violente et démocratique pour le peuple cubain, travail mené malgré les poursuites et persécutions constantes exercées par le gouvernement cubain.
2. Oswaldo Payá œuvre non seulement pour une alternative non-violente et démocratique mais en plus, il le fait en essayant de former des coalitions et d'atteindre des consensus avec les autres forces politiques de l'opposition, contribuant ainsi activement à la réconciliation nationale.
3. Oswaldo Payá est le meilleur représentant de la lutte pour un changement démocratique sur cette île. Pour pouvoir survivre et se développer, cette lutte a besoin d'une reconnaissance et d'un soutien au niveau international.

Oswaldo Payá est et a toujours été le champion de la liberté. Il a sans cesse montré une détermination infaillible pour voir triompher la démocratie. Il est le symbole de la lutte pour les droits de l'homme à Cuba, comme l'était Andreï Sakharov à l'époque du totalitarisme soviétique.

# Oswaldo Jose PAYA SARDIÑAS

(proposé par Graham R. Watson et Cecilia Malmström)

M. Oswaldo Jose Paya Sardiñas est né le 29 février 1952 à La Havane, Cuba. Il est marié, a trois enfants et est ingénieur. M. Paya Sardiñas s'est montré un fervent catholique en grandissant, même après 1959, quand le gouvernement cubain a commencé à réprimer sévèrement les activités de l'Église catholique dans le pays. Il n'a en conséquence jamais adhéré au Parti communiste ni aux organisations de jeunesse communistes de Cuba. À l'âge de 16 ans, M. Paya Sardiñas est appelé sous les drapeaux de l'armée cubaine, où on le punit pour son refus de participer au transport d'un groupe de prisonniers politiques d'une prison à une autre. Il est envoyé à l'*Île des Pins* pour y purger une peine de trois ans de travaux forcés.

En 1987, il fonde le Mouvement chrétien de libération, un mouvement d'opposition non-confessionnel et non-violent, qui prônera régulièrement l'adoption de changements politiques et économiques profonds en vue d'instaurer la démocratie à Cuba. Malgré des persécutions répétées, le Mouvement chrétien de libération est devenu l'une des plus grandes forces d'opposition à Cuba. M. Paya Sardiñas a vu sa maison attaquée par des gangs et a été maintes fois arrêté et emprisonné. Il dirige actuellement une vaste coalition d'organisations d'opposition qui a entrepris le Projet Varela, visant à recueillir des signatures en vue d'un référendum national sur la réforme politique et économique du pays, un projet qui a déjà rassemblé plus de 10.000 signatures. En juin 2002, le président tchèque Vaclav Havel a proposé M. Paya Sardiñas pour le Prix Nobel de la Paix, eu égard à ses efforts non-violents en faveur du changement démocratique à Cuba.

## **Pour les raisons suivantes, M. Oswaldo Jose Paya Sardiñas est un candidat adéquat au Prix Sakharov pour la liberté de pensée 2002:**

1. Il travaille sans relâche afin de proposer une alternative non-violente et démocratique aux Cubains, en partant des moyens du pays, malgré les harcèlements et persécutions continus du gouvernement castriste;
2. Il n'a jamais failli à son profond engagement éthique et moral pour une transformation civique et pacifique de la culture politique de Cuba;
3. Il représente un mouvement interne de changement démocratique porté par des Cubains de plus en plus nombreux, mouvement qui a besoin d'un soutien et d'une reconnaissance au niveau international pour pouvoir survivre et se développer.
4. Il forme des coalitions, atteint des consensus et établit des ponts entre les Cubains et les groupes de Cubains, contribuant ainsi de façon active à la réconciliation nationale.

À la lumière des points ci-dessus, Oswaldo Paya représente aujourd'hui pour les Cubains ce qu'Andrei Sakharov représentait jadis pour les Russes: un espoir civilisé de changement démocratique non-violent.

## **Kailash SATYARTHI**

(proposé par Luigi Vinci, Francis Wurtz, Luisa Morgantini et d'autres)

- ❖ Président-fondateur de la Marche mondiale contre le travail des enfants, le plus vaste mouvement de société civile, réunissant plus de 2.000 ONG et syndicats internationaux et nationaux dans quelque 140 pays.
- ❖ Président de la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), le réseau mondial d'organisations d'enseignants et d'ONG mis en place sur le thème de l'éducation pour tous.
- ❖ Président-fondateur de Bachpan Bachao Andolan (BBA) et de la Coalition d'Asie du Sud sur l'esclavage des enfants (SACCS), deux mouvements de masse et de coalition lancés en 1980 en vue de la suppression totale du travail des enfants.
- ❖ Président d'un autre organisme mondial, le Centre international sur le travail et la formation des enfants (ICCLE) à Washington, D.C. Le ICCLE est l'une des principales institutions voulant incorporer dans l'élaboration des politiques des États-Unis une prise en compte authentique et constante des populations du Sud.
- ❖ A dirigé et suscité la libération de plus de 60.000 enfants qui accomplissaient sous la contrainte des travaux dangereux.
- ❖ Architecte de "Rugmark", le premier système internationalement reconnu en matière d'étiquetage social présentant une garantie d'absence de travail des enfants.
- ❖ A mis sur pied trois centres de réadaptation-formation pour enfants esclaves libérés, ce qui a suscité l'émergence de leaders et de libérateurs parmi les victimes de l'esclavage des enfants.
- ❖ A dirigé et organisé plusieurs mouvements sociaux consacrés au travail et à la formation des enfants, notamment la Marche mondiale contre le travail des enfants, qui s'est étendue sur 80.000 km dans plus de 100 pays, la marche Shiksha Yatra (Marche de l'éducation) sur 15.000 km, et la Marche de l'Inde contre le travail des enfants, sur 5.000 km dans tout le pays.
- ❖ Membre d'un Groupe de haut niveau de l'UNESCO sur l'Éducation pour tous, au côté d'importants présidents, premiers ministres et chefs d'agence de l'ONU.
- ❖ A pris la parole devant quelques-unes des plus grandes assemblées mondiales de travailleurs et d'enseignants, assemblées chrétiennes, conférences d'étudiants, etc. en tant qu'orateur principal sur le thème du travail et de la formation des enfants.
- ❖ Siège au conseil ou au comité de plusieurs organisations internationales, notamment le Centre pour les victimes de torture (États-Unis) et le Fonds international des droits du travail (États-Unis). Est membre du Conseil exécutif de la Fondation internationale du cacao, établie à Genève, pour y représenter la société civile mondiale.
- ❖ Né le 11 janvier 1954 à Vidisha, Inde centrale.
- ❖ A lancé la Croisade contre l'esclavage des enfants après avoir abandonné une carrière lucrative d'ingénieur électrique en 1980

## **Morgan TSVANGIRAI**

*Président du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) au Zimbabwe*

(proposé par Geoffrey Van Orden)

Depuis de nombreuses années, Morgan Tsvangirai lutte pour la démocratie, la liberté d'expression et l'État de droit au Zimbabwe. Il dirige le principal parti d'opposition au Zimbabwe au prix d'énormes risques: il a déjà fait l'objet de trois tentatives d'assassinat, il subit des harcèlements incessants et est constamment sous la menace d'une arrestation. Il a été au premier rang de ceux qui se sont opposés à l'oppression et la corruption politiques du régime Mugabe. Ces dernières années, le Parlement européen s'est fortement engagé envers la cause de la démocratie au Zimbabwe, et a concrétisé cet engagement par une succession de résolutions sur la situation épouvantable de ce pays.

Morgan Tsvangirai, qui a 50 ans à présent, est le fils d'un maçon. Avec des antécédents politiques dans la mouvance syndicaliste, il devient en 1994 Secrétaire général du Conseil de coordination des syndicats d'Afrique australe. En 1997, il s'installe au poste de Président de l'Assemblée constitutionnelle nationale; il s'oppose à la violence du régime Mugabe et devient un ardent défenseur des normes démocratiques et des droits de l'homme. Il a récemment été diplômé par l'École d'administration John F. Kennedy de l'Université de Harvard. En 1999, il fonde le large Mouvement pour le changement démocratique (MDC). Élu à sa présidence en février 2002, il tient ferme pour la cause de la liberté d'expression et des droits de l'homme. En mars 2002, il est le candidat MDC aux élections présidentielles du Zimbabwe, au cours desquelles Mugabe est réélu à la faveur d'une fraude. Il est marié depuis 1978 avec sa femme Susan, qui lui a donné six enfants.

Morgan Tsvangirai défend l'égalité des chances et de traitement pour tous les Zimbabwéens. Il entend construire une démocratie véritablement participative caractérisée par un gouvernement responsable et transparent. Son objectif est aussi de créer une société unie, non raciale, non sexiste et démocratique. Il croit en la nécessité d'un programme de réforme agraire mais estime que ce programme doit être mené à bien de manière ordonnée et humaine et de façon à ne pas entraîner la déstabilisation économique. Il demande à la communauté internationale d'exercer des pressions continues sur le régime Mugabe parce que le Zimbabwe s'enfonce de plus en plus dans un désastre politique et humanitaire.

Il faut beaucoup de courage pour défendre la démocratie, l'État de droit et la liberté d'expression dans le Zimbabwe d'aujourd'hui. En décernant le prestigieux Prix Sakharov à Morgan Tsvangirai, le Parlement enverrait un immense message d'encouragement à tous ceux qui se battent pour la démocratie et la bonne gouvernance non seulement au Zimbabwe mais partout en Afrique.

# Morgan TSVANGIRAI

(proposé par Enrique Barón, Jannis Sakellariou et Glenys Kinnock)

Depuis l'an 2000, le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions concernant l'épouvantable situation qui règne au Zimbabwe. La dégradation de l'État de droit, les terribles violations des droits de l'homme infligées à toutes les couches de la population zimbabwéenne et la situation économique catastrophique sont tous des éléments bien documentés, et ils sont toujours d'actualité. Même si le thème agricole a beaucoup attiré l'attention, la vraie question concerne la suppression des droits démocratiques et l'impitoyable détermination du régime Mugabe à s'accrocher au pouvoir. Ce qui se passe au Zimbabwe, un pays autrefois prospère, constitue un exemple pour toute l'Afrique subsaharienne et a des conséquences immédiates pour les États voisins d'Afrique australe.

L'opposition politique à Mugabe est en proie aux attaques des militants du ZANU-PF, partisans du Président. La presse d'opposition subit des attentats à la bombe et les journalistes trop critiques sont régulièrement agressés. Les politiciens d'opposition du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) et leurs partisans sont en particulier la cible de harcèlements, d'intimidations violentes, d'emprisonnements arbitraires et d'assassinats.

Il faut un courage énorme pour défendre la démocratie, la liberté et la liberté d'expression dans de telles circonstances. Morgan Tsvangirai, en tant que leader du MDC, personnifie cette position courageuse ainsi que la lutte pour la véritable liberté au Zimbabwe.

Morgan Tsvangirai, qui a 49 ans à présent, est le fils d'un maçon des Midlands, une région de l'ex-Rhodésie. Avec des antécédents politiques dans la mouvance syndicaliste, il devient en 1994 Secrétaire général du Conseil de coordination des syndicats d'Afrique australe. En 1997, il s'installe au poste de Président de l'Assemblée constitutionnelle nationale; il s'oppose à la violence du régime Mugabe et devient un ardent défenseur des normes démocratiques et des droits de l'homme. En 1999, il fonde le Mouvement pour le changement démocratique et tient ferme pour la cause de la liberté d'expression et des droits de l'homme. Il doit faire face à de considérables mesures d'intimidation. Ainsi, il survit à une tentative d'assassinat perpétrée par un groupe d'assaillants qui a fait irruption dans son bureau et essayé de le défenestrer du vingtième étage. En février 2001, il est arrêté pour avoir prononcé un discours critique à l'égard du régime Mugabe.

Morgan Tsvangirai défend l'égalité des chances et de traitement pour tous les Zimbabwéens. Il entend construire une démocratie véritablement participative caractérisée par un gouvernement responsable et transparent. Son objectif est aussi de créer une société unie, non raciale, non sexiste et démocratique. Il croit en la nécessité d'un programme de réforme agricole mais estime que ce programme doit être mené à bien de manière ordonnée et humaine et de façon à ne pas entraîner la déstabilisation économique.

C'est à 1988 que remonte le dernier prix accordé à une personnalité subsaharienne, lorsque Nelson Mandela a partagé le prix inaugural. Morgan Tsvangirai, qui pourrait être son digne successeur, a déclaré qu'il serait honoré si sa candidature devait aller plus loin. Sa nomination serait un signe de reconnaissance de son courage personnel et de son engagement envers la démocratie, et servirait d'inspiration à ceux qui souffrent pour la liberté d'expression et les droits de l'homme, non seulement au Zimbabwe mais partout en Afrique.